

## **L'ABANDON SCOLAIRE EN TUNISIE : ETAT DES LIEUX, CARACTERISTIQUES ET PERSPECTIVES**

**Khaled Boughzou**  
Université de Tunis

---

### **RESUME**

Le phénomène de la déscolarisation en Tunisie a évolué considérablement depuis les années 1980 pour dépasser 100 000 jeunes en 2012. Il s'agit d'un seuil psychologique qui a révélé l'échec du système éducatif tunisien, et ce malgré les grands efforts consentis dans l'éducation depuis l'indépendance en 1956. En se basant sur les données d'une enquête auprès des élèves déscolarisés ainsi que sur les statistiques du ministère de l'éducation, nous avons cherché à étudier les caractéristiques de ces élèves ainsi que les raisons profondes qui ont poussé des milliers des jeunes à abandonner leur école.

### **ABSTRACT**

The phenomenon of drop-out has considerably increased in Tunisia since the 1980s to reach over 100 000 youth in 2012. This is a psychological threshold which reveals the failure of the Tunisian educational system despite the great efforts made in education since the independence in 1956. Based on data from a recent survey on school drop-out as well as on statistics from the Ministry of Education, we sought to study the characteristics of these students and to analyze the underlying reasons that led thousands of young people to abandon their school.

---

Malgré les grands efforts investis dans l'éducation ainsi que les diverses réformes introduites dans le système éducatif tunisien, le rendement interne ne s'est pas amélioré et est resté en deçà des aspirations et des attentes espérées. En effet, selon le ministère de l'éducation, plus de 100 000 élèves du primaire et du secondaire ont quitté l'école avant d'avoir terminé un cycle pour la seule année 2012-2013. Il s'agit d'un seuil psychologique qui a été dépassé et qui a mis en échec tout un système éducatif : notre école va de plus en plus mal, et remet en cause les choix et les options mis en œuvre.

L'abandon ou la déperdition scolaire est le résultat de beaucoup de difficultés rencontrées par l'élève au niveau familial, scolaire et social. Bien qu'il s'agisse d'un problème international touchant beaucoup de pays, c'est son évolution très rapide qui fait que ce phénomène devient sérieusement inquiétant en Tunisie.



Cette contribution vise à analyser et revenir sur une série de questions relatives à la déscolarisation des jeunes :

- Quelles sont les raisons profondes qui ont poussé des milliers d'élèves à quitter l'école au niveau primaire et secondaire d'une manière « volontaire » ?
- Quelles sont les caractéristiques intrinsèques des élèves déscolarisés, leurs conditions familiales, socio-économiques et scolaires ?
- Que faut-il faire pour arrêter ce phénomène, sinon le ralentir ?

Pour répondre à toutes ces questions, nous nous baserons d'abord sur les statistiques du ministère de l'éducation collectées sur son site internet, ensuite sur un travail de terrain à travers une enquête menée par le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)<sup>1</sup> au cours de l'année 2013.

## 1. EVOLUTION DES INDICATEURS DE LA DEPERDITION SCOLAIRE AU NIVEAU NATIONAL

A partir des statistiques du ministère de l'éducation, nous pouvons étudier le phénomène de décrochage scolaire en analysant sa répartition selon plusieurs critères.

### *1.1. Répartition selon les cycles scolaires*

Le phénomène de déscolarisation a évolué considérablement depuis les années 1980 (environ 26 000 au cours des années 1984/1985 et 57 613 en 1994/1995) pour dépasser le seuil critique de 100 000 après la révolution de 2011. Ce phénomène a touché tous les cycles à des degrés différents :

- 9 887 élèves inscrits au cycle primaire soit 1% de l'ensemble des élèves ;
- 48 894 élèves inscrits au cycle de base soit 10,4% de l'ensemble des élèves (avec un taux de 14,4 % pour la septième année contre 8,8% pour la neuvième année) ;
- 53 871 élèves inscrits au cycle secondaire soit 11,9% de l'ensemble des élèves (avec un taux maximum de 16,1 % pour la première année contre 13,7% pour la quatrième année c'est à dire le baccalauréat).

### *1.2. Répartition selon l'âge et le niveau scolaire*

L'analyse des statistiques montre également que la déperdition est un phénomène qui concerne plutôt les jeunes entre 13 et 17 ans puisqu'ils représentent environ 78% de l'ensemble des déscolarisés au cours de 2011/2012.

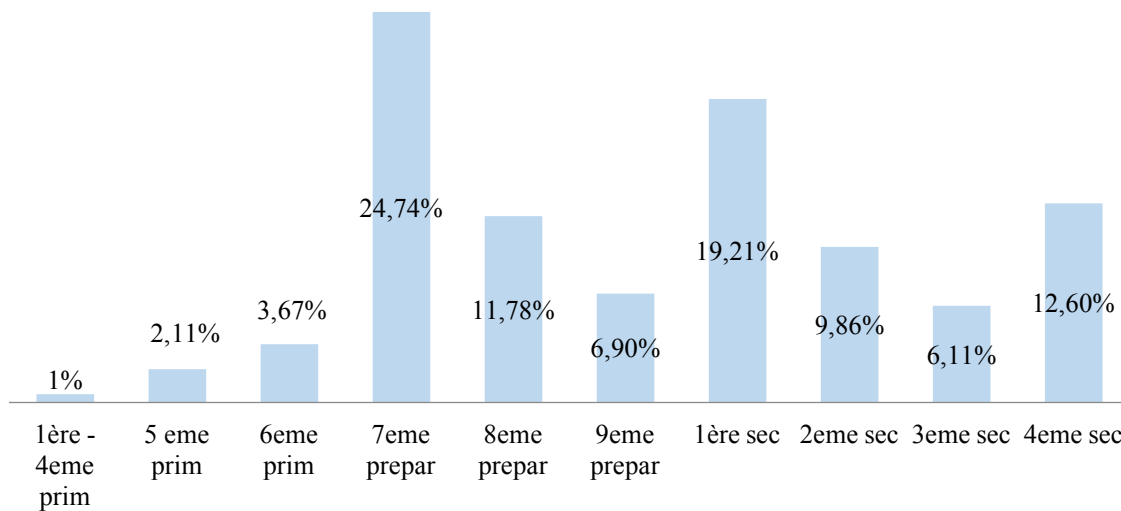
Le taux atteint son maximum pour les jeunes de 13 et 14 ans, c'est-à-dire au niveau de la septième année avec un nombre de 27 871, soit un taux de 24,74%, puis les jeunes de 16 à 17

---

<sup>1</sup> FTDES : organisation non gouvernementale tunisienne dont le but est de défendre les droits économiques et sociaux des populations sur le plan national et international.

ans inscrits normalement en première année du secondaire avec un nombre de 21 644 correspondant à un taux de 19,21%.

**Graphique 1. Répartition selon le niveau scolaire**



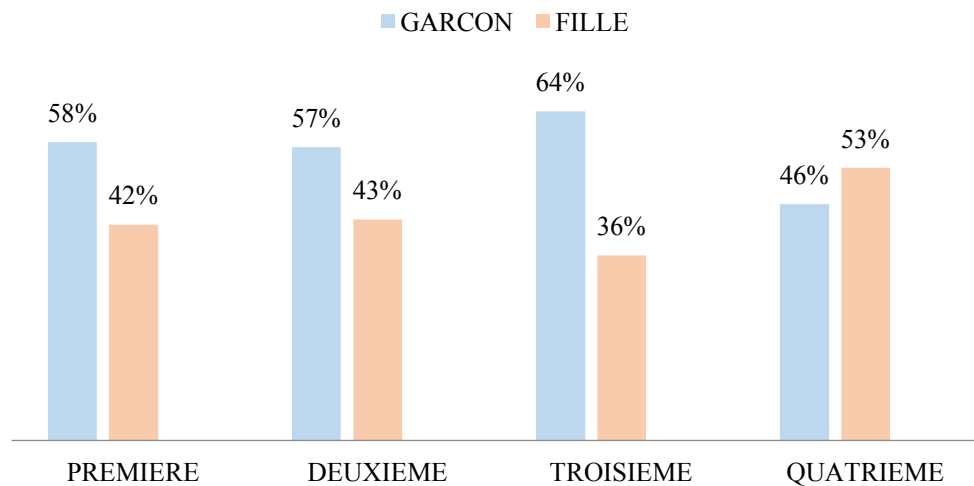
Source : Ministère de l'Education nationale de la République tunisienne (2013)

Les chiffres du graphique ci-dessus montrent qu'il existe un problème dans le système scolaire surtout au niveau du passage d'un cycle à un autre (en septième année préparatoire et en première année du secondaire). En effet, les élèves ont du mal à s'adapter aux nouvelles conditions surtout lorsqu'ils ne trouvent pas l'encadrement et le suivi nécessaire, aussi bien au sein de l'école qu'au sein de la famille. De même, l'annulation du concours de passage d'un cycle à un autre fait que bon nombre d'élèves passent d'un cycle à un autre sans avoir le niveau requis.

### *1.3. Répartition selon le sexe*

Concernant la déperdition selon le sexe, les statistiques montrent que ce phénomène est plus accentué pour les garçons que pour les filles (graphique 2). En effet, dans le cycle primaire, le nombre des garçons déscolarisés a atteint 33 055 contre 15 839 pour les filles, soit à peine la moitié. La même tendance se retrouve au cycle de base et au cycle secondaire comme le montre le graphique suivant, à part l'année du baccalauréat où les taux se trouvent renversés.

## Graphique 2. Répartition de la déperdition selon le sexe



Source : Ministère de l'Education nationale de la République tunisienne (2013)

Ceci s'explique par le fait que les filles s'attachent plus à leur scolarité sinon elles se retrouvent emprisonnées à la maison alors que les garçons, constatant le chômage des jeunes diplômés, ne voient plus d'utilité de continuer leurs études et se retrouver dans les mêmes difficultés que leurs amis plus âgés qu'eux.

## 2. ANALYSE DES DONNEES DE L'ENQUETE

L'enquête menée par le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux a porté sur un échantillon de 601 jeunes tunisiens ayant quitté très tôt les bancs de l'école « volontairement ». Ces cas sont répartis entre trois gouvernorats : 262 issus du gouvernorat de Monastir situé sur la cote, 187 originaires de Kairouan situé au centre, et 152 natifs de la ville de Kasserine située vers l'ouest. Le choix de ces trois régions ne s'est pas fait de manière aléatoire. Les trois gouvernorats sont le meilleur échantillon qui traduit nettement la disparité régionale, la marginalisation ainsi que la pauvreté.

L'enquête a utilisé deux questionnaires : le premier destiné aux institutions scolaires pour connaître l'espace éducatif ainsi que leurs conditions de travail en relation avec les différents acteurs, et le deuxième destiné aux élèves décrocheurs afin de déceler les raisons et les facteurs qui poussent ces enfants à quitter précocement l'école et comprendre le type de relations qu'ils ont avec leur milieu familial, éducatif et social.

Concernant la répartition selon l'âge et le sexe, les données de l'enquête montrent les mêmes tendances que celles à l'échelle nationale, c'est à dire une prédominance masculine des jeunes déscolarisés et ayant l'âge de 13 à 17 ans.

Par ailleurs, les données de l'enquête ont révélé que 71% des jeunes interrogés ont abandonné l'école pour des raisons purement scolaires, 12,3 % pour des raisons matérielles, 8,14% pour

des raisons familiales, 5,25% pour des raisons de santé, et 3% pour d'autres raisons telles que le mariage, notamment pour les filles.

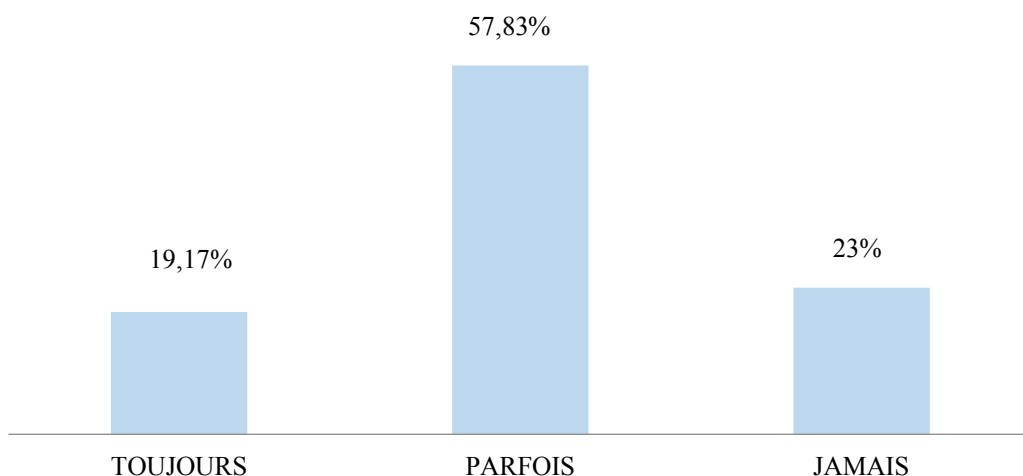
### 2.1. Facteurs scolaires

Il faut noter à ce niveau la grande dégradation qui caractérise la relation entre l'élève et son milieu scolaire. En effet, un grand nombre des interrogés ont déclaré qu'ils ne sont pas satisfaits, ni épanouis au sein de leurs institutions. Ils sont plutôt frustrés. Pire encore, 80% d'entre eux ont déclaré qu'ils ont été victimes, au moins une fois, d'une agression morale, verbale et même physique par le corps enseignant et administratif, tout ceci sans avoir aucun droit de recours.

Par ailleurs, 90% des déscolarisés ont échoué au moins une fois durant leurs parcours scolaires. Ces échecs perturbent l'enfant et compliquent sa situation scolaire. En effet, l'enfant qui redouble trouve des difficultés d'intégration avec ses nouveaux camarades et perd confiance en lui-même. Il devient très fragile et sensible aux moindres remarques provenant de son entourage scolaire, familial ou social. Ainsi, en l'absence de soutien ou suivi psychologique, le redoublement risque de générer d'autres redoublements, puis l'abandon.

Concernant la qualité des programmes, l'analyse des données de l'enquête montre que l'abandon de l'école peut trouver ses origines dans les programmes proposés. En effet, plus de 50% des déscolarisés déclarent qu'ils sont très chargés et contiennent parfois des matières redondantes d'une année à une autre et donc sans utilité, et ainsi que des matières difficiles pour eux ou mal présentées par l'enseignant. D'ailleurs, un grand nombre des interrogés considèrent que leurs difficultés proviennent entre autres de la qualité des enseignants ainsi que de la pédagogie adoptée (graphique 3).

**Graphique 3. Répartition selon la participation en classe**



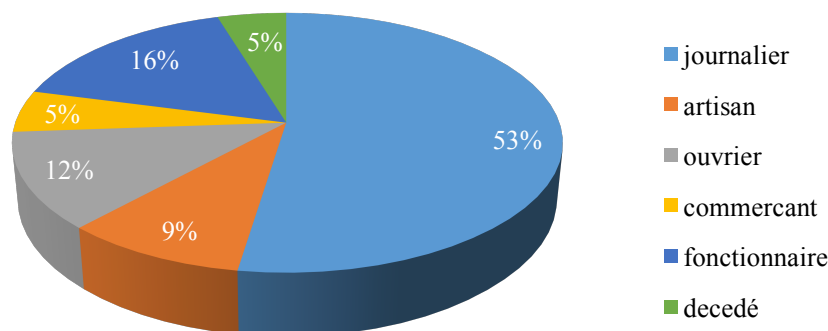
Source : FTDES (2013)

## 2.2. Facteurs matériels

La majorité des jeunes déscolarisés appartient à des familles nombreuses avec en moyenne six enfants, ce qui constitue une charge importante quant aux frais de scolarité, ceci d'autant plus que ces familles sont généralement très pauvres. En effet, 85,57% des déscolarisés appartiennent à des familles pauvres contre 14,4% seulement à des familles riches.

De même, 53% des déscolarisés déclarent que leurs pères sont des journaliers n'ayant pas de revenu stable (graphique 4) et que leurs mères restent à la maison pour des tâches domestiques.

**Graphique 4. Répartition selon le travail du père**



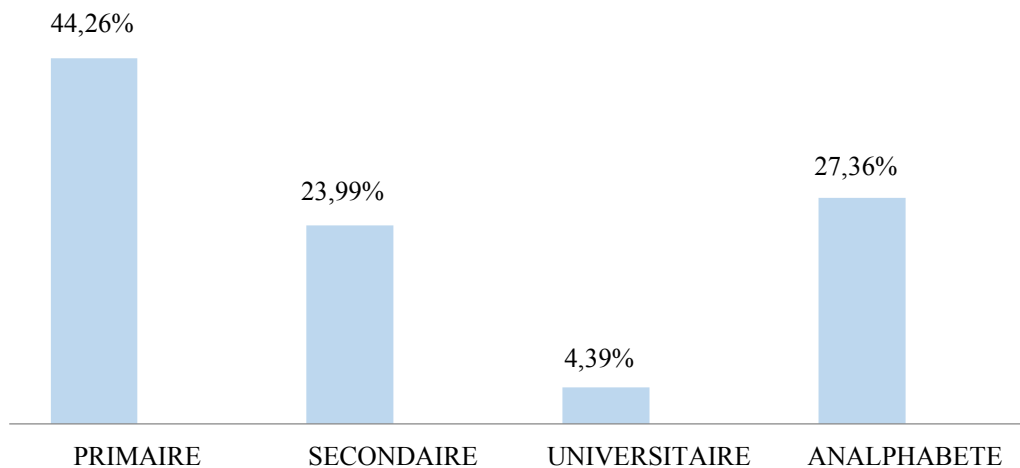
Source : FTDES (2013)

Ces difficultés matérielles conjuguées à des conditions logistiques difficiles dans le milieu rural poussent l'élève à abandonner ses études pour aider sa famille, notamment dans les petites tâches agricoles.

Aussi, l'absence d'une cantine scolaire, le grand trajet parcouru à pied quotidiennement par l'élève le matin et surtout l'après-midi, et la fatigue d'une longue journée loin de la maison empêchant l'élève de réviser ses cours le soir, sont autant de facteurs propices à la déperdition scolaire.

## 2.3. Facteurs sociaux

D'après l'enquête, le niveau scolaire des parents et surtout des pères entre en considération dans ce phénomène de déscolarisation. En effet, par rapport aux élèves ayant quitté l'école, 12,3% des pères sont analphabètes, 42% ont un niveau primaire, 35% ont un niveau secondaire, et seuls 10,3% ont un niveau universitaire. Pour ce qui est de la mère, cette tendance est encore plus accentuée (graphique 5).

**Graphique 5. Répartition selon le niveau scolaire de la mère**

Source : FTDES (2013)

Par ailleurs, en poussant l'analyse pour mieux comprendre la situation des jeunes déscolarisés, nous trouvons que 43,75% ont intégré un centre de formation professionnel, 22,86% ont trouvé un petit travail, et les autres, soit 31,96%, sont au chômage.

Il est aussi important de noter que nous assistons dernièrement à l'apparition des écoles coraniques. En effet, après la révolution et avec la montée au pouvoir du parti islamiste, nous remarquons que 1,43% des parents préfèrent et orientent leurs enfants vers ce type d'écoles.

### 3. QUELQUES REFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LUTTER CONTRE L'ABANDON SCOLAIRE

L'aggravation de la déperdition a coïncidé avec une tendance de massification de l'enseignement constatée depuis une dizaine d'années en Tunisie. Il s'agit bel et bien d'une massification et non d'une démocratisation prétendue par le régime. En effet, les données de l'enquête ont montré que ce phénomène concerne plutôt les pauvres, et que l'école n'assure pas l'égalité des chances, mais elle justifie la reproduction sociale. Nous proposons dans ce qui suit de développer quelques réflexions relatives à ces deux aspects, à savoir le problème de la massification de l'enseignement ainsi que la mobilité sociale. Puis, nous nous intéresserons au choix de la formation professionnelle comme étant une des principales voies alternatives possibles pour lutter contre la gravité du phénomène étudié.

#### 3.1. Massification de l'enseignement

Depuis maintenant quelques années, la Tunisie connaît une massification de l'enseignement dans tous les cycles : primaire, préparatoire, secondaire et supérieure. Il est évident que pour les trois premiers cycles, ceci est un objectif longuement recherché ; il constitue même la raison d'être et l'objectif principal du programme de l'EPT mis en application durant le début des années 1990. Cependant, pour le cycle supérieur, cette massification a entraîné une hausse incontrôlable des diplômés chômeurs atteignant 200 000, soit un chiffre qui dépasse de loin la

capacité d'absorption de l'économie. En effet, en Tunisie, le rapport entre nombre d'étudiants et population est de 4,5% alors qu'il est seulement de 3,6% en France avec une population six fois plus importante.

Par ailleurs, cette massification de l'enseignement supérieur, outre le problème du chômage qu'il pose, cache un autre problème encore plus grave, à savoir la dégradation du niveau scolaire des élèves qui arrivent à l'université après avoir passé leur baccalauréat. In fine, il s'agit d'un problème du cycle supérieur mais qui trouve ses origines dans le cycle secondaire et même préparatoire.

Pour comprendre les causes de cette dégradation, il est important de revenir sur les différentes étapes du parcours éducatif qui a conduit à cette qualité d'output. La réforme de 1989-1990 est introduite dans le système éducatif à travers plusieurs mesures dont notamment :

- La suppression du concours national pour le passage d'un cycle à un autre ;
- Le passage d'une classe à une autre est presque automatique, le redoublement étant une exception, surtout pour le cycle primaire
- L'introduction des écoles pilotes pour les élèves ayant réussi un concours national facultatif.

Certes, ces mesures visent à offrir la possibilité d'une éducation pour tous jusqu'à un âge avancé, mais malheureusement, la quantité ne peut se faire au dépend de la qualité. En effet, les bacheliers arrivant à l'université se trouvent généralement dépourvus du minimum de connaissances, aussi bien dans les langues que dans les matières scientifiques. Ceci s'est davantage empiré avec une autre réforme en 2002 qui consistait à intégrer 25% de la moyenne annuelle obtenue en terminale dans le calcul de la moyenne de l'examen du baccalauréat. Résultat : les cours supplémentaires assurés par les professeurs de la matière enseignée se sont intensifiés, malgré l'interdiction, et ce, non pas dans un souci d'enrichissement et de consolidation des acquis, mais dans le but de gonfler les notes et la moyenne annuelle. Les lycées privés en ont également profité en ouvrant leurs portes à tous ceux qui ne peuvent pas réussir par leurs propres moyens dans les écoles publiques.

L'impact de toutes ces mesures est désastreux sur le niveau des élèves ; seul les élites qui viennent des écoles pilotes se trouvent épargnées. En revanche, d'autres problèmes se posent pour ces derniers : généralement orientés vers les écoles d'ingénieur, ces étudiants partent en fin de cursus à l'étranger soit pour des études approfondies, soit pour des stages. Mais malheureusement, dans la plupart des cas, ce départ reste sans retour étant donné les opportunités alléchantes qui s'offrent à ces jeunes. Il en résulte que le pays investit et sélectionne les meilleurs pour s'en priver par la suite au moment de la « révolte ».

Face à cette vérité de la dégradation du niveau scolaire, beaucoup de voix, provenant des différents acteurs allant des enseignants, des parents et surtout professionnels, réclament une révision de fond de notre système éducatif, notamment le rétablissement des concours nationaux au niveau du passage d'un cycle à un autre, ainsi que la révision des modalités de réussite au baccalauréat. Constat entendu par le ministère qui a décidé de rétablir l'ancien



régime des concours à partir de cette année. Est-ce la bonne décision ? En tout cas, cela va créer un grand débat puisqu'il y a déjà ceux qui contestent l'utilité de cette décision qui, selon eux, va aggraver et multiplier le taux d'abandon scolaire.

### *3.2. Mobilité sociale*

La gratuité de la scolarité, l'équité, l'obligation de l'école sont quelques-uns des slogans que nous retrouvons souvent dans les discours des acteurs politiques, mais la réalité est toute autre.

En effet, après avoir lancé l'école de base avec pour mission principale de faire baisser le niveau des déperditions scolaires, notamment des milieux défavorisés, force est de constater qu'entre temps, le nivellement par l'argent ou plus exactement par la position sociale des parents s'exerce de plus en plus pour aggraver les inégalités présentes depuis le préscolaire jusqu'aux études supérieures, et même lors de la recherche d'emploi. Justement, les données de l'enquête, montrent que les inégalités sociales, se sont reproduites à travers les éléments suivants :

- Des inégalités au démarrage entre enfants favorisés et défavorisés. Le fils de médecin a plus de moyens d'appréhension pédagogique, matérielle et culturelle que la fille d'un ouvrier agricole ;
- L'école n'est pas unique. Une école en banlieue de Tunis n'a pas les mêmes atouts qu'une école au fin fond du pays : professeurs, encadrement, logistique, matériel pédagogique, elle n'a pas non plus les mêmes élèves.
- Dans les écoles d'ingénieurs, la faculté de médecine ou de pharmacie, nous trouvons plutôt les fils des familles aisées. Ceux des familles défavorisées se situent plutôt dans les facultés de lettres, de sciences humaines et sociales caractérisées par leur faible employabilité.

Finalement, l'école – longuement considérée comme étant un ascenseur social – s'avère aujourd'hui incapable de briser les inégalités sociales. En effet, au lendemain de l'indépendance et jusqu'aux années 1980, période pendant laquelle la Tunisie a connu une transformation socioéconomique profonde caractérisée par l'émergence d'une classe moyenne importante, nous assistions à une pénurie de qualification par rapport aux besoins de l'économie qui s'oriente de plus en plus vers des secteurs demandeurs de jeunes diplômés (industrie ou tourisme). Pour combler ce déficit, l'Etat allait jusqu'à puiser dans les niveaux scolaires inférieurs pour promouvoir les jeunes à des postes de cadre supérieur. De ce fait, l'obtention d'un diplôme pour le fils d'un agriculteur ou d'un artisan était devenu synonyme d'une mobilité et d'une ascension sociale rapide.

Pendant un certain temps, ce système a bien fonctionné, et l'ascenseur social est devenu un rêve permis pour les classes défavorisées. Cependant, nous avons déchanté aussi vite, et nous nous rendions compte rapidement qu'il s'agissait là d'une illusion puisque nous assistons aujourd'hui au schéma inverse : des diplômés de master, au chômage pour une durée de parfois plusieurs années, finiront par accepter des postes d'opérateur dans des centres d'appel. Pis encore, à l'heure actuelle, les non diplômés, décrocheurs pour la plupart n'ayant pas franchi le stade

secondaire, ont plus de chance d'intégrer la sphère économique, notamment dans le secteur informel. En témoigne le taux de chômage des diplômés (40% en 2013) qui dépasse le double de celui des analphabètes (18% en 2013).

Ce taux de chômage de diplômés s'accroît encore davantage pour quelques spécialités que le ministère de l'emploi appelle d'ailleurs le « noyau dur ». C'est ainsi que ce chômage atteint par exemple le taux de 50% pour les techniciens supérieurs, et 70% pour les diplômés de sciences sociales (Ettalmoudi, 2012). Il est donc possible que le manque de possibilité d'insertion professionnelle pour les diplômés du supérieur décourage les plus fragiles des élèves à persévérer dans leur scolarité primaire et secondaire.

Une analyse simpliste nous conduit à poser plusieurs questions : pourquoi dépenser autant d'argent dans la scolarité pour produire en fin de compte des chômeurs ? Ne vaut-il pas mieux fermer des écoles puisque moins nous étudions, plus nous sommes capables de trouver un emploi ? Certainement, par ces questions, on ne va pas jusqu'à mettre en cause les bienfaits de la scolarisation, mais c'est l'inadéquation des formations aux emplois qu'il faut rediscuter.

La Tunisie, en voulant démocratiser le système éducatif, est tombée dans la massification de l'éducation qui a engendré une inflation des diplômés sans commune mesure avec sa croissance économique. Il en résulte des chômeurs diplômés dans toutes les régions sinon dans toutes les familles. Cela est de nature à démoraliser les enfants, notamment ceux issus de familles pauvres, et à favoriser leur décrochage : « Si les aînés sont au chômage avec des diplômés, à quoi bon continuer ? » (Mandraud, 2014).

### *3.3. Valorisation de la formation professionnelle*

La formation professionnelle constitue la solution la plus évoquée pour lutter contre la déperdition scolaire, surtout pour les jeunes ayant dépassé le cycle de base. A l'instar de plusieurs pays ayant misé sur cette orientation, la Tunisie a mis en place une panoplie de programmes et de réformes dans le domaine de la formation professionnelle. Nombreux acquis ont été enregistrés, aussi bien en termes de développement quantitatif (308 spécialités à travers 136 centres de formation) que qualitatif (l'introduction de nouveaux types de formation, notamment la formation en alternance). Malheureusement, cet effort du côté de l'offre n'a pas été suivi par une demande conséquente. En effet, le nombre des inscrits est resté pour certaines spécialités inférieur à l'offre de formation. Ceci se justifie notamment par l'image négative véhiculée par la formation professionnelle et le manque de culture du métier et d'apprentissage chez les élèves qui refusent de poursuivre leurs études dans des domaines qu'ils considèrent peu valorisants socialement. A cela s'ajoute le déficit de communication et l'inexistence de campagne de sensibilisation auprès des élèves et de leurs parents sur ces métiers.

En effet, auparavant, période pendant laquelle éducation et formation professionnelle étaient scindées entre elles, l'élève se trouvait obligatoirement soit orienté vers le cycle secondaire pour des études menant au baccalauréat, soit vers les collèges professionnels. Plus tard, quand les deux ministères se sont séparés, le sort de l'élève qui abandonne ses études primaires ou

secondaires reste incertain. Il dépend uniquement de la volonté et du niveau des parents qui peuvent être mal informés surtout dans les régions défavorisées.

Ainsi, malgré les efforts consentis dans ce domaine, les réalisations restent en deçà des attentes. Il reste beaucoup à faire pour valoriser davantage la formation professionnelle, et ce à travers :

- La mise en place de mécanismes de passerelles permettant aux diplômés de la formation professionnelle de réintégrer des études secondaires et même supérieures. Ceci ne peut se faire qu'à travers une amélioration des programmes de formation professionnelle qui ne doivent pas se contenter du volet technique, mais doivent s'ouvrir davantage sur l'enseignement des langues et de quelques matières scientifiques.
- Cibler la formation en fonction des besoins réels du marché. En effet, une étude du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi a montré qu'au moment où le taux de chômage a connu des niveaux élevés dans des secteurs bien particuliers, d'autres secteurs économiques rencontraient un manque de main-d'œuvre. En d'autres termes, la valeur de la formation professionnelle pour un apprenant dépend de la capacité de cette formation de lui garantir un travail décent, c'est-à-dire dans de bonnes conditions et offrant une bonne rémunération.
- Prévoir des mécanismes de financement pour les diplômés de la formation professionnelle. Ceci est de nature à encourager les apprenants à terminer leur formation jusqu'à l'obtention d'un diplôme et limiter ainsi le décrochage des jeunes dans les centres de formation qui s'accroît de plus en plus au cours de ces dernières années.
- S'inspirer des expériences d'autres pays qui ont bien réussi dans ce domaine, mais tout en tenant compte des spécificités du pays. L'association plus intense des entreprises à la politique de formation professionnelle est à explorer.

#### 4. CONCLUSION

Le défi que constitue des taux d'abandon très élevés en Tunisie met en lumière la difficulté de rendre effectif le droit à une éducation de qualité pour les enfants et jeunes. En effet, 100 000 élèves abandonnent leurs écoles. C'est un chiffre très élevé qui révèle un problème profond touchant tout le système éducatif avec toutes ses composantes, allant de l'élève lui-même, à l'enseignant, en passant par les parents.

Bien qu'il s'agisse d'un problème qui date depuis plusieurs années, les mesures et les remèdes qui ont été adoptés se sont avérés défectueux. Certes, il faut reconnaître qu'il n'existe pas de solution miracle pour lutter contre la déperdition scolaire. Par contre, il est possible de réduire son niveau : ceci par la mise en place d'une stratégie qui doit commencer en amont par des mesures préventives, puis en aval, par des mesures d'accompagnement pour les décrocheurs en vue de les orienter vers d'autres programmes plus adaptés aux difficultés préalablement repérées.

Cette stratégie doit se situer dans le cadre d'une réforme globale visant à rétablir la qualité de tous les cycles d'enseignement à travers la révision de plusieurs mesures qui ont été prises

hâtivement, tel que le passage automatique d'un cycle à un autre ou la prise en compte de la moyenne au cours de l'année dans l'examen du baccalauréat.

Par ailleurs, cette stratégie de lutte contre l'abandon scolaire doit être mise en œuvre en associant tous les acteurs comprenant les élèves, les parents, l'administration et la société civile : les parents doivent comprendre que leur mission ne se limite pas à envoyer leurs enfants à l'école, mais qu'ils doivent également s'impliquer directement à travers un suivi régulier de la formation, du programme, ainsi que de l'assiduité et de l'évaluation de leur enfant. Ceci ne serait pas possible sans la collaboration de l'établissement qui doit favoriser des rencontres régulières entre enseignants et parents, notamment ceux dont les enfants sont exposés davantage au risque de décrochage.

Ceci nous renvoie aux travaux de recherche sur la déscolarisation qui ont cherché à appréhender ce fléau en identifiant d'abord le rôle de tous les intervenants à partir de la famille, de l'institution scolaire jusqu'aux élèves. Puis, il s'agit de considérer ce phénomène comme étant d'origine multifactorielle en essayant de dégager les éléments d'interaction de tous les intervenants dans la construction de la déscolarisation et dépasser ainsi l'approche qui culpabilise une partie contre une autre.

Enfin, il est important de signaler qu'après la révolution, la gravité de ce phénomène devient encore plus préoccupante à cause de sa corrélation avec d'autres fléaux plus dangereux. Nous pensons notamment à la violence, l'alcoolisme, la consommation des stupéfiants, mais aussi l'extrémisme idéologique, la migration clandestine, et même le suicide des enfants. Ce sont autant de phénomènes qui s'accroissent de plus en plus après la révolution.

## REFERENCES

- Ettalmoudi, N. (2012, novembre). *La formation professionnelle en Tunisie : Situation, Défis et perspectives*. Texte présenté au Congrès National pour la Réforme du Dispositif de la Formation Professionnelle, Tunis.
- Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES). (2013). *Déscolarisation: Phénomène et causes*. Tunis: FTDES.
- Mandraud, I. (2014). L'école tunisienne : les raisons d'une désertion. *Le Monde*. Récupéré le 10 mars 2014 de [http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/01/29/tunisie-l-ecole-abandonnee\\_4356579\\_1466522.html](http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/01/29/tunisie-l-ecole-abandonnee_4356579_1466522.html)
- Ministère de l'Éducation nationale de la République tunisienne. (2013). *Statistiques de l'éducation*. Récupéré le 15 décembre 2015 de <http://www.edunet.tn>